Note d'orientation DTS

Tirer Parti des Allocations Accrues de DTS Pour Financer une Reprise Économique Résiliente en Éthiopie

Abdurohman Ali, Gebrehiwot Ageba, Ali Issa.

Avril 2024/ No.SDRf-001

Messages clés

1. Il est impératif de revoir la formule actuelle d'allocation des DTS afin d'y intégrer les besoins de liquidités et les vulnérabilités structurelles sous-jacentes des pays pour répondre de manière significative aux besoins de liquidités à court terme et aux besoins de financement du développement à long terme des PFR tels que l'Éthiopie.
2. Les allocations accrues de DTS ne peuvent se substituer à la nécessité de déployer des efforts concertés pour relever les défis de l'économie politique qui conduisent à une prise de décision économique sous-optimale, à des déséquilibres macroéconomiques, à l'inefficacité du secteur public, à la corruption et à des flux financiers illicites.

3. L'aide apportée par les partenaires de développement aux PFR pour renforcer leur résilience face au changement climatique est un investissement pour le bien public mondial

Contexte

L'économie éthiopienne a été frappée par un ensemble de chocs internes et externes au cours des dernières années. L'effet combiné de la pandémie de Covid-19, de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, des conflits internes et de la sécheresse a placé le pays sur une trajectoire de croissance plus faible. Les investissements en capital ont chuté. Le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements se sont creusés et la position de la dette extérieure présente un risque élevé de détresse. Le pays a mis en place des mesures d'austérité pour respecter ses obligations en matière de dette internationale. Le paiement des dettes pèse sur d'importants secteurs sociaux et économiques. L'effet d'éviction du paiement de la dette sur d'autres secteurs en est la preuve. Le budget de l'Éthiopie pour le paiement de la dette publique en 2022/23 dépasse le budget combiné de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'énergie, du développement agricole, du commerce et de l'industrie. Le budget consacré au paiement de la dette publique en 2022/23 est trois fois supérieur à celui de l'année précédente. En conséquence, le pays recule par rapport aux importants progrès économiques et sociaux des deux dernières décennies. Les taux de pauvreté augmentent. En outre, les résultats de l'Éthiopie en matière de réalisation des ODD ont été médiocres et le pays s'est classé 144e sur 166 pays.

Compte tenu de la multitude de chocs externes et internes qu'elle a subis, l'Éthiopie bénéficierait d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) ou d'un réacheminement des DTS excédentaires. Toutefois, compte tenu de l'ampleur de la crise de liquidité actuelle et des besoins de financement pour son redressement à long terme, une nouvelle allocation basée sur la quote-part actuelle du FMI ne représenterait qu'une petite fraction des besoins du pays.

Rôle potentiel du DTS et nécessité d'une réforme

Sur une allocation de DTS historiquement élevée de 650 milliards de dollars en 2021 pour répondre à une pandémie mondiale, l'Afrique n'a reçu que 33 milliards de dollars, dont 414 millions de dollars pour l'Éthiopie. Ce montant ne représente qu'un cinquième du paiement annuel de la dette de l'Éthiopie.

Le plan de réponse humanitaire de l'Éthiopie pour 2023 nécessite à lui seul un financement d'un peu moins de 4 milliards d'USD. Comme indiqué précédemment, le pays a besoin d'un réaménagement de sa dette estimé à 4 milliards d'USD au cours des trois prochaines années afin d'améliorer le statut de sa dette, qui passe d'un «risque élevé» de surendettement à un niveau de «risque modéré». Selon le ministère éthiopien des finances, 20 milliards d'USD sont requis au cours des cinq prochaines années pour financer le redressement et la reconstruction après le conflit dans le nord de l'Éthiopie, dont 5 milliards d'USD dès la première année.

Si le FMI devait procéder à une nouvelle allocation sur la base de la quote-part actuelle du FMI, l'allocation de l'Éthiopie ne représenterait qu'une petite fraction de ses besoins de liquidités à court terme, sans parler de ses besoins de financement pour la reprise à moyen et long terme. Il en va de même pour de nombreux autres pays africains qui souffrent d'une grave pénurie de liquidités et qui ont des difficultés à financer une reprise solide.

La situation de l'Éthiopie est un cas typique pour amplifier l'appel à la révision de la formule d'allocation des DTS dans le cadre de l'appel plus large à la réforme des DTS. Une nouvelle formule d'allocation des DTS doit intégrer des paramètres indiquant la pénurie de liquidités et la vulnérabilité structurelle des pays en plus des paramètres existants. Le temps nécessaire pour procéder à une nouvelle allocation de DTS après qu'un choc en ait déclenché le besoin est également trop long, comme en témoigne la lenteur de la réponse à la pandémie de Covid-19. En ce qui concerne les instruments permettant de réorienter les DTS, le PRGT et le RST fournissent des prêts concessionnels aux pays africains, mais les exigences strictes du FMI signifient que de nombreux pays dans le besoin, tels que l'Éthiopie, ne seraient pas en mesure d'utiliser pleinement ces moyens de prêt concessionnels.

Options Politiques

L'Éthiopie bénéficierait d'une allocation accrue de DTS ou d'un réacheminement des DTS des pays disposant de réserves excédentaires. Il faudrait pour cela revoir la formule actuelle d'allocation des DTS afin d'intégrer les besoins en liquidités et les vulnérabilités structurelles sous-jacentes des pays, en plus du quota du FMI.

Il est préférable de réacheminer les DTS par l'intermédiaire de banques multilatérales de développement telles que la BAD plutôt que d'augmenter les moyens de prêt existants du FMI. La BAD dispose d'une expertise spécifique à chaque pays et d'une conditionnalité politique moins stricte pour les prêts à ses membres.

Il est important de comprendre que la réforme des DTS prend du temps et que des allocations accrues de DTS ne devraient que compléter les efforts déployés par les pays pour améliorer la mobilisation de leurs propres ressources nationales. L'augmentation de l'allocation des DTS ne peut se substituer à la nécessité pour les pays de relever les défis structurels et de renforcer leur résistance aux chocs.

Le risque de surendettement de l'Éthiopie dépendant largement de ses performances à l'exportation, il convient de déployer des efforts concertés pour remédier aux goulets d'étranglement qui entravent la croissance des exportations. Des études ont montré que l'ajustement continu du taux de change au différentiel d'inflation entre l'Éthiopie et ses partenaires commerciaux est fondamental pour maintenir la compétitivité de ses exportations.

L'Éthiopie est à la traîne par rapport à de nombreux pays africains en ce qui concerne la mobilisation des ressources nationales (DRM), en particulier la collecte des recettes fiscales. L'amélioration de la capacité opérationnelle des agences d'administration fiscale peut contribuer largement à l'amélioration de la collecte des recettes fiscales.

Les partenaires de développement ont un rôle important à jouer pour aider les pays à faible revenu comme l'Éthiopie à atténuer l'effet des chocs mondiaux sur le fardeau de la dette et à renforcer la résilience de la reprise. La DSSI en 2020/21 a permis de reporter d'un an les paiements de la dette pour les pays à faible revenu, y compris l'Éthiopie. Toutefois, compte tenu de la gravité de la pandémie, la période d'allègement aurait dû être plus longue. Plus généralement, le mécanisme international de résolution de la dette a besoin d'un nouvel ensemble de principes et de forums de discussion conçus pour trouver un consensus entre les pays endettés et les créanciers, y compris les détenteurs d'obligations privées.

Les pays développés devraient prendre en compte les effets des chocs mondiaux, tels que la pandémie et le changement climatique, sur les pays en développement en tant que défis communs à l'échelle mondiale.

De nombreux pays en développement abritent une vaste biodiversité et doivent être soutenus pour préserver ce bien public mondial. L'Éthiopie, qui dispose de vastes terres arables et de ressources en eau, aurait tout intérêt à soutenir des programmes d'utilisation durable des terres et de préservation de l'eau, ce qui contribuerait à la durabilité de l'approvisionnement alimentaire mondial.

Que Doivent Faire les Décideurs Politiques et les Partenaires du Développement ?

Les décideurs politiques en Éthiopie ou au niveau de l'UA devraient utiliser ces données pour renforcer la voix collective en faveur d'une réforme en matière d'allocation des DTS.

L'Éthiopie doit relever les défis de l'économie politique qui conduisent à une prise de décision économique non optimale, à l'inefficacité du secteur public, à la corruption et aux flux financiers illicites.

Les décideurs politiques éthiopiens doivent déployer des efforts concertés pour faire face aux déséquilibres macroéconomiques qui pèsent sur la compétitivité des exportations du pays et provoquent un endettement croissant.

L'Éthiopie devrait renforcer la mobilisation des ressources nationales en améliorant la capacité opérationnelle des agences d'administration fiscale.

L'instabilité politique et les déplacements de population induits par le changement climatique dans le sud de la planète constitueraient un défi pour les pays du nord. Par conséquent, relever les défis mondiaux tels que le changement climatique est un bien public mondial. À cet égard, le G-20 doit tenir sa promesse de soutenir 30% des ressources terrestres et hydriques de la planète d'ici à 2030.

Les partenaires de développement doivent être plus disposés à accorder un allègement de la dette à moyen terme aux pays présentant un risque élevé de surendettement, y compris l'Éthiopie.

Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts

basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :

www.facebook.com/aercafrica

www.instagram.com/aercafrica_official/

twitter.com/aercafrica

www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org